

ANNEXE I

Le CDPC :

4. Activités en lien avec le crime organisé transnational (COT) : Plan d'action

- a pris note des informations du sous-point 4. b. ci-dessous, en particulier :

b. Avancement de la mise en œuvre du Plan d'action sur le COT

1) **Domaine clé 1** (intensification de la coopération internationale – constitution et élargissement de réseaux) :

- Action A2 (« Envisager la mise en place et l'utilisation de communications sécurisées pour la coopération internationale ») – M. Per Hedvall (procureur, ex-Président du PC-OC, Suède) a été nommé expert et sera chargé de préparer un rapport sur les initiatives existantes en matière de communications sécurisées, notamment dans le cadre d'Interpol (e-extradition) et de l'Union européenne (E-codex). Son rapport sera présenté à la réunion plénière du PC-OC en 2018 ;
- Action A3 (« Renforcer l'interconnexion des réseaux judiciaires ») – Mme Esther George (avocate, ancienne procureure de la Couronne, Royaume-Uni) a été chargée de préparer un document de travail contenant une liste de réseaux judiciaires internationaux utiles dans la lutte contre le COT et décrivant leurs fonctions et méthodes de travail ;
- Action A4 (« Établir un mécanisme pour traiter les problèmes de coopération judiciaire ») – le PC-OC a examiné la proposition du Plan d'action d'intensifier la coopération judiciaire et de traiter les problèmes qui surviennent avec les États non coopératifs par l'introduction dans les différents traités concernés d'une règle contraignante pour les pays requis consistant à envoyer une confirmation de réception des demandes de coopération, et par l'instauration d'une obligation de consultation entre les autorités requises et les autorités requérantes ;
- Action B1 (« Réviser les dispositions relatives à la coopération internationale dans les conventions du Conseil de l'Europe et les réserves/déclarations visant ces conventions ») – le PC-OC Mod a identifié ces réserves et déclarations faisant obstacle à l'efficacité de la coopération, notamment sur la question de la lutte contre le COT. Il a décidé de créer trois groupes de travail, chacun consacré à un groupe de traités et qui feront part de leurs travaux en consultation écrite sous la supervision d'un coordinateur. Chaque groupe se chargera d'identifier les réserves ou déclarations et de contacter les Parties concernées pour voir si une mise à jour ou un retrait de ces réserves ou déclarations serait possible. Les groupes de travail ont élaboré, pour chaque État partie, une liste adoptée de réserves ou de déclarations identifiées comme potentiellement obsolètes ou entravant une coopération efficace dans le cadre du traité visé ;
- Action B3 (« Concevoir/élaborer des formulaires types de demande et assurer un soutien ») – le PC-OC a examiné la possibilité d'élaborer un formulaire type de demande d'extradition et convenu que cela pouvait être envisagé ultérieurement ;

2) **Domaine clé 5** (recouvrement des avoirs) :

- Action B1 (« Réviser les dispositions relatives à la coopération internationale dans les conventions du Conseil de l'Europe et les réserves/déclarations visant ces conventions ») – le PC-OC Mod a tenu un échange de vues avec M. Gary Balch, procureur en chef adjoint de la Couronne au Royaume-Uni et représentant du Réseau CARIN, et convenu que, si la question du partage des avoirs devait faire l'objet d'un examen supplémentaire, il manquait toujours à la coopération internationale en matière de recouvrement un

fondement juridique commun pour répondre à d'importantes questions telles que la confiscation sans condamnation, la gestion des avoirs, la restitution des biens aux victimes et d'autres points qui ne sont pas traités, ou pas suffisamment, par les instruments en vigueur du Conseil de l'Europe. Vu l'importance du recouvrement des avoirs, le PC-OC Mod a conclu qu'il serait utile de réfléchir à l'élaboration éventuelle d'un nouvel instrument contraignant qui règle ces questions, sous la forme d'un protocole additionnel à une convention existante ou d'une nouvelle convention.

Lors de sa 73^e réunion plénière, le PC-OC a examiné en consultation avec le Secrétariat de la COP 198 la possibilité d'élaborer un instrument contraignant sur la coopération internationale dans le domaine de la gestion, du recouvrement et du partage des avoirs, en tenant compte du document de travail établi par M. Zimin et des résultats de l'étude sur la législation, le modèle d'accord et la pratique relative au partage d'avoirs, en vue de décider des suites à donner ;

17. Informations communiquées par le Secrétariat

- prend note des informations fournies par le co-secrétaire du CDPC, M. Oscar Alarcón Jiménez, relativement aux sous-points a. à c. ci-après et notamment :

a. Convention du CdE sur les infractions visant des biens culturels

- que la Slovénie, l'Ukraine et l'Italie ont signé cette convention, respectivement le 14 juillet, le 11 septembre et le 24 septembre 2017 ;
- que l'Union européenne travaille à l'élaboration d'un règlement relatif aux biens culturels dans ses pays membres ;

b. Médicrime

- concernant l'état des signatures et ratifications :
 - a) que le Burkina Faso et la Turquie ont ratifié la Convention MEDICRIME, respectivement le 27 juillet et le 21 septembre 2017 ;
 - b) que le nombre de Parties à ce traité a donc été porté à onze et que, conformément à l'article 23 de la Convention MEDICRIME, la première réunion du Comité des Parties aurait lieu dans un délai d'un an suivant l'entrée en vigueur de la Convention pour le dixième signataire l'ayant ratifiée (Burkina Faso) ;
- des multiples activités menées par la Division du droit pénal depuis la dernière réunion plénière du CDPC en vue de promouvoir la Convention MEDICRIME, telles que :
 - a) une formation sur la Convention MEDICRIME destinée aux professionnels du droit (juges et procureurs) organisée à l'École nationale espagnole de la magistrature (juin à décembre 2017) ;
 - b) une expertise juridique sur la conformité du Code pénal arménien avec la Convention MEDICRIME ;
 - c) un séminaire de haut niveau sur le thème « Droits de l'homme et entreprises – promouvoir la mise en œuvre effective des instruments internationaux et régionaux », tenu à Strasbourg (juin 2017) ;
 - d) un séminaire sur la Convention du CdE (4-5 juillet 2017), à la demande du ministère des Affaires étrangères d'Israël ;
 - e) différentes visites au CdE : le ministre de la Justice de la Malaisie, un groupe de magistrats français (26-30 juin 2017), un groupe d'avocats et d'agents des services

répressifs venus de Porto Rico (7 juillet 2017), une délégation finlandaise (22 novembre 2017) ;

f) la participation du Secrétariat à plusieurs réunions :

- une visite au Bureau national pour les affaires judiciaires de la Hongrie (4 juillet 2017) et une visite au Collège européen de police (CEPOL) durant laquelle Mme Aija Kalnaja, Directrice par intérim du Service des opérations du CEPOL, a salué l'idée de rédiger un programme de formation destiné aux services répressifs ;
- une conférence de haut niveau intitulée « Stratégies de lutte contre le crime pharmaceutique » (*Strategies to fight pharmaceutical crime*), tenue à Milan (Italie) le 5 novembre 2017 dans le cadre de la présidence italienne du G7 ;
- un forum international intitulé « Bonnes pratiques contre les contrefaçons de produits médicaux et leur commerce illicite » (*Good practices against counterfeiting medical products and illegal trade*) tenu les 22 et 23 novembre 2017 à Lima (Pérou) ;

g) la traduction vers l'espagnol du Guide de la Convention MEDICRIME à l'usage des parlementaires ;

- de la coopération régulière avec le Comité d'experts sur la réduction des risques de santé publique liés à la contrefaçon des médicaments et à la criminalité connexe (CD-PH/CMED) en vue de promouvoir la Convention MEDICRIME ;
- qu'un rapport intitulé « Une approche par le genre sur la contrefaçon des produits médicaux et de la criminalité connexe » (*A gender perspective on the Falsification of medical products and similar crimes*) faisant le lien entre la Convention MEDICRIME et la perspective de genre est en cours d'élaboration et sera présenté lors de la réunion plénière du CDPC en 2018. Ce rapport constitue la contribution du CDPC à la Stratégie du CdE pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2014-2017 ;
- de l'invitation par le Secrétariat aux délégations qui n'ont pas encore envoyé leurs réponses à les faire parvenir dans les meilleurs délais au Secrétariat du Droit pénal, en précisant notamment :
 - a) les coordonnées du point de contact au niveau national (et le ministère impliqué) responsable de la Convention MEDICRIME ;
 - b) la traduction, lorsqu'elle existe, de la Convention MEDICRIME dans leur langue officielle ;

c. Trafic d'organes humains

- concernant l'état des signatures et ratifications, que la Lettonie et l'Ukraine ont signé la Convention de Saint-Jacques-de-Compostelle respectivement les 30 mars et 11 septembre 2017, et que la Moldova, la Norvège, la République tchèque et Malte ont ratifié cette même convention respectivement les 21 juin, 12 septembre, 21 septembre et 7 novembre 2017 ;
- que le Costa Rica a manifesté officiellement son intérêt à adhérer à la Convention de Saint-Jacques-de-Compostelle ;
- que la sous-commission des droits de l'homme de la Commission permanente conjointe des affaires étrangères, de la défense et du commerce au sein du Parlement australien a analysé le thème du trafic d'organes humains et demandé au Conseil de l'Europe de présenter des observations sur cette étude ;
- qu'un séminaire sur la Convention du CdE (4-5 juillet 2017) a été organisé en Israël à la demande du ministère des Affaires étrangères de ce pays ;

- que toutes les délégations sont invitées à envoyer au Secrétariat du Droit pénal :
 - a) les coordonnées du point de contact au niveau national (et le ministère impliqué) responsable de la Convention du Conseil de l'Europe contre le trafic d'organes humains ;
 - b) la traduction, lorsqu'elle existe, de la Convention dans leur langue officielle ;

ANNEXE II

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, 1 December 2017
[CDPC plenary/2017 plenary_2/oj lp/cdpc list of participants]

CDPC (2017) LP 2 Fin (Bil)

EUROPEAN COMMITTEE ON CRIME PROBLEMS COMITE EUROPEEN POUR LES PROBLEMES CRIMINELS (CDPC)

73rd Plenary Session / 73ème Session plénière

Strasbourg, 28 November – 1 December / 28 novembre – 1 décembre 2017

Council of Europe
Agora Building / bâtiment Agora
Room G3 / Salle G3

List of participants / liste des participants

MEMBER STATES / ETATS MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE

**No nomination / Pas de nomination

ANDORRA / ANDORRE

M. Alfons C. ALBERCA SANVICENS, Procureur Général, Avda. Tarragona núm. 62, Edifici Les Columnes
Code Postal AD500, Andorra la Vella – PRINCIPAT D'ANDORRA

ARMENIA / ARMÉNIE

Mr Hovhannes POGHOSYAN, Deputy Head of Headquarters, Head of International Cooperation Department, Police of the Republic of Armenia, 0025 YEREVAN, str.Nalbandyan 130, Republic of Armenia

AUSTRIA / AUTRICHE

LStA MMag. Barbara GÖTH-FLEMMICH, Leiterin der Abteilung für Internationales Strafrecht, Director - Division for International Penal Law, Bundesministerium für Justiz, Museumstraße 5, 1070 Wien

AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN

Apologised/Excusé

BELGIUM / BELGIQUE

M. Jean-Sébastien JAMART, Attaché juridique, Service public fédéral Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service des infractions particulières
115, boulevard de Waterloo – Bureau 525, 1000 Bruxelles

BOSNIA AND HERZEGOVINA / BOSNIE-HERZEGOVINE

Mr Nenad EŠPEK, Expert associate for the fight against cybercrime, Section for combating organized crime and corruption, Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina, Trg Bosne i Hercegovine 1, 71 000 Sarajevo

BULGARIA / BULGARIE

Mr Florian FLOROV, Second Secretary "Justice and Home Affairs", Permanent Representation of the Republic of Bulgaria to the European Union, 49 Square "Marie-Louise", B-1000 Brussels

CROATIA / CROATIE

Mr Dinko KOVAČEVIĆ, dipl. iur, Head of Service for Criminal Law Legislation, Ministry of Justice, Directorate for Criminal Law and Probation, Ulica grada Vukovara 49, 10 000 Zagreb

CYPRUS / CHYPRE

Ms Elena KLEOPA, Attorney of the Republic, Law Office of the Republic of Cyprus, Apelli 1, 1403 Nicosia, Cyprus

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Ms Martina D. LIČKOVÁ, International cooperation department, Ministry of Justice of the Czech Republic

DENMARK / DANEMARK

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

Ms Annette ESDORF, Deputy Director- General, Danish Prison and Probation Service
Strandgade 100, DK - 1401 Copenhagen K

Ms Sabrina EIFLER, Prosecutor, Criminal Law Division, The Danish Ministry of Justice
Slotsholmsgade 10, DK-1216 Copenhagen K

ESTONIA / ESTONIE

Mr Tanel KALMET, Head of Penal Law and Procedure Division, Ministry of Justice, Tõnismägi 5a, EE - 15191 TALLINN

FINLAND / FINLANDE

Ms Katariina JAHKOLA, Ministry of Justice, Counsellor of Government/Head of the Prosecution and Criminal Sanctions Unit

FRANCE

Mme Pauline DUBARRY, Magistrate, Cheffe du bureau de la négociation pénale européenne et internationale, Direction des affaires criminelles et des grâces, Ministère de la justice, 13, place Vendôme, 75042 PARIS Cedex

GEORGIA / GÉORGIE

M. Irakli DONDOLADZÉ, Chef adjoint du Département Juridique, Parquet Principal de la Géorgie, Ministère de la Justice de la Géorgie, 24, rue Gorgassali, GE-0133 TBILISSI

GERMANY / ALLEMAGNE**Chairman of the CDPC / Président du CDPC**

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

GREECE / GRÈCE

Ms Eleni KECHAGIA, Judge (President of Court) at the Court of the First Instance of Corfu, Kolokotroni Street, 49100 Corfu

HUNGARY / HONGRIE

Dr Tünde FORMAN, Head of Department, Department of International Criminal Law and Human Rights, Ministry of Justice, 1055 Budapest, Kossuth Lajos tér 2-4, Hungary

ICELAND / ISLANDE

Mr Thorvaldur Heidar THORSTEINSSON, Legal Advisor, Department of Legal Affairs, Ministry of Justice, Sölvhólgötu 7, 101 Reykjavík

IRELAND / IRLANDE

Ms Laura COONEY, Higher Executive Officer, Department of Justice and Equality, Montague Court, 7-11 Montague Street, Dublin 2. Ireland.

ITALY / ITALIE

Mr Lorenzo SALAZAR, Sostituto Procuratore Generale, Punto di contatto della Rete Giudiziaria Europea (EJN) e Corrispondente nazionale dell'Eurojust, Procura Generale presso la Corte di Appello di Napoli, Palazzo di Giustizia, P.zza Cenni 1 - 80143 Napoli (NA)

LATVIA / LETTONIE

Ms Indra GRATKOVSKA, Head of the Criminal Law Department, Ministry of Justice, Brivibas blvd. 36, LV – 1536 RIGA

LIECHTENSTEIN

Ms Vera HASLER, Judge at the Princely Court, Spaniagasse 1, FL-9490 Vaduz

LITHUANIA / LITUANIE

Ms Simona MESONIENĖ, Director, Administrative and Criminal Justice Department, Ministry of Justice of the Republic of Lithuania

LUXEMBOURG

Mme Christine GOY
Mme Roberta SPOTO
Mme Valentina SPINEDI
Représentation Permanente du Luxembourg, 65, allée de la Robertsau - 67000 Strasbourg

MALTA / MALTE

Mr Stefano FILLETTI, Head of Criminal Law Department, Faculty of Laws, University of Malta, Msida MSD 2080

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Ms Diana ROTUNDU, Prosecutor Chief of the Unit of International Cooperation, European Integration and Protocol, General Prosecutor's Office of the Republic of Moldova

MONACO

M. Christophe GONZALES, Administrateur à la Direction des Services Judiciaires, Palais de Justice, 5, rue Colonel Bellando de Castro, P.B. 513, 98015 MONACO CEDEX

MONTENEGRO

Apologised/Excusé

NETHERLANDS / PAYS-BAS

Ms Marjorie BONN, Senior legal adviser, Ministry of Security and Justice, Department for legislation and legal affairs, Section criminal law, Turfmarkt 147, 2500 EH Den Haag, The Netherlands

NORWAY / NORVÈGE

Ms Anne-Li N. FERGUSON, Senior Adviser, The Royal Norwegian Ministry of Justice and Public Security, P.O. Box 8005 Dep., N-0030 Oslo, Norway

POLAND / POLOGNE

Vice-Chair of the CDPC / Vice-Président du CDPC

Dr Sławomir BUCZMA, National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

Dr Rafał KIERZYŃKA, Judge, Head of Unit for European and International Criminal Law, Ministry of Justice, Poland

PORTUGAL

Mr António FOLGADO, Head of Division for Criminal Justice, International Affairs Department, Directorate General for Justice Policy, Ministry of Justice

ROMANIA / ROUMANIE

Apologised/Excusé

RUSSIAN FEDERATION / FÉDÉRATION DE RUSSIE

Mr Sergey TARASENKO, Deputy Head of the Department of the New Threats and Challenges, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, 32/34 Smolenskaya-Sennaya Square, 21200 Moscow

Mr Vladimir ZIMIN, Senior Assistant to the Prosecutor General of the Russian Federation on Special Tasks

Mr Evgeny ERMASOV, Head of Division of Legal Expertise, Legal Department of the Federal Penitentiary Service of the Russian Federation

Ms Saglar OKONOVA, Third Secretary, Department of the New Threats and Challenges, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation
E-mail: dnv@mail.ru

Ms Anastasiya TOROPOVA, Third Secretary, Legal Department, Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation

Mr Vladislav MAKOVSKY, Officer, International Co-operation Division, Federal Penitentiary Service of the Russian Federation

Mr Anton MARKOVSKIY, Deputy to the Permanent Representative of Russia to the Council of Europe

SAN MARINO / SAINT-MARIN

****No nomination / Pas de nomination**

SERBIA / SERBIE

Mr Bozidar BLAGOJEVIC, Senior Adviser, Sector for Normative Affairs, Ministry of Justice, Nemanjina Street 22-26, Belgrade

SLOVAK REPUBLIC / REPUBLIQUE SLOVAQUE

Mr Alexander KUNOŠÍK, Ministry of Justice of the Slovak Republic, Župné námestie 13,813 11, Bratislava

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Ms Maja VELIČ, Office for International Cooperation and Mutual Legal Assistance, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Župančičeva ulica 3, 1000 Ljubljana

SPAIN / ESPAGNE

Ms Irene FUENTETAJA COBAS, Deputy Assistant Director General for Justice Affairs in the EU and IIOO Ministry of Justice, C/ San Bernardo, 62. 28071, Madrid

SWEDEN / SUÈDE

Ms Johanna GUSTAFSSON, Legal adviser, Division for Criminal Law, Ministry of Justice, Regeringskansliet, SE-103 33 Stockholm

SWITZERLAND / SUISSE

Mme Anita MARFURT, Juriste, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

M. Bernardo STADELMANN, Juriste, Sous-directeur, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Chef du Domaine de direction Droit pénal, Bundesrain 20, CH-3003 Berne

“THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA” /

“L’EX-REPUBLIQUE YOUGOSLAVE DE MACEDOINE”

Ms Nikolina MIKESKA, Adviser in Judicial Sector, Ministry of Justice of the Republic of Macedonia

TURKEY / TURQUIE

Mr. Harun MERT, Head of Delegation, Judge, Director-General, Directorate General of International Law and External Relations, Ministry of Justice

Mr Zafer SALAN, Rapporteur Judge, General Directorate for International Law and Foreign Relations, Ministry of Justice

UKRAINE

Ms Liudmyla POHORIELOVA, Deputy Head Division of International Legal Assistance in Criminal Matters of the Department on International Legal Assistance, International Law Directorate of the Ministry of Justice of Ukraine, str. Horodetskogo 13, UA - 01001 KYIV

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Ms Selen MINDIKOGLU, Multilateral Engagement, International Directorate, Home Office HQ

CDPC BUREAU / BUREAU DU CDPC
(CDPC-BU)

CZECH REPUBLIC / RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Apologised/Excusé

Ms Helena LISUCHOVA, Head of the International Cooperation Department, Ministry of Justice, Vyšehradská 16, CZ - 128 10 PRAGUE 2

DENMARK / DANEMARK

Mr Jesper HJORTENBERG, National Member of Denmark for EUROJUST, Maanweg 174, 2516 AB The Hague, The Netherlands

GERMANY / ALLEMAGNE

Chairman of the CDPC / Président du CDPC

Dr. Hans-Holger HERRNFELD, Federal Ministry of Justice and for Consumer Protection, Criminal Law Department - Unit IIB6, European Public Prosecutors Office, European Criminal Law Policy, Mohrenstr. 37, 10117 Berlin

ITALY / ITALIE

Mr Lorenzo SALAZAR, Deputy Attorney General, Attorney General's Office to the Naples Court of Appeal, Sostituto Procuratore Generale, Procura Generale presso la Corte di Appello di Napoli, Palazzo di Giustizia, P.zza Cenni 1 - 80143 Napoli (NA)

NORWAY / NORVÈGE

Apologised/Excusé

Ms Linda Katharina DRAZDIK, Senior Adviser, Section for European and International Affairs, Ministry of Justice and the Police, P.O. Box 8005 DEP, N - 0030 OSLO

POLAND / POLOGNE
CDPC

Vice-Chair of the CDPC / Vice-Président du

Mr Sławomir BUCZMA, National Expert, General Secretariat of the Council of the European Union, Rue de la Loi, 175, B-1048 Brussels, Belgium

ROMANIA / ROUMANIE

Apologised/Excusé

Ms Mariana RADU, Seconded National Expert to the Romanian Desk at Eurojust, EUROJUST, P.O. Box 16183, 2500 BD The Hague

SLOVENIA / SLOVÉNIE

Apologised/Excusé

Ms Tanja TRTNIK, Senior Adviser, Ministry of Justice of the Republic of Slovenia, Župančičeva 3, 1000 Ljubljana

SWITZERLAND / SUISSE

Mme Anita MARFURT, Juriste, Département fédéral de justice et police, Office fédéral de la justice, Unité Droit pénal international, Bundesrain 20, CH – 3003 BERNE

* * * *

**COMMITTEE OF EXPERTS ON THE OPERATION OF EUROPEAN CONVENTIONS ON
CO-OPERATION IN CRIMINAL MATTERS / COMITE D'EXPERTS SUR LE FONCTIONNEMENT DES
CONVENTIONS EUROPEENNES DANS LE DOMAINE PENAL
(PC-OC)**

Mr Erik VERBERT **Chair of the PC-OC / Président du PC-OC**
Senior Deputy Legal Adviser, Central Authority, DG Legislation, Ministry Federal Public Service Justice,
115 Boulevard de Waterloo, B - 1000 BRUSSELS

**COUNCIL FOR PENOLOGICAL CO-OPERATION /
CONSEIL DE COOPERATION PENOLOGIQUE (PC-CP)**

Mr Vivian GEIRAN **Chair of the PC-CP / Président du PC-CP**
Director, Probation Service HQ, Haymarket, Smithfield, Dublin 7, Ireland

**AD HOC COMMITTEE FOR THE RIGHTS OF THE CHILD /
COMITÉ AD HOC POUR LES DROITS DE L'ENFANT (CAHENF)**

Ms Maria-Andriani KOSTOPOULOU, Chair of the Ad hoc Committee for the Rights of the Child
(CAHENF), Greece

* * * * *

EXPERTS / INTERVENANTS

Mr. Marcelo AEBI, Professeur, Vice-directeur, Ecole des sciences criminelles Université de Lausanne
ICDP - Sorge – Batochime, CH-1015 Lausanne

Ms Prof. Dr. Lorena BACHMAIER WINTER, Complutense University, Law Faculty, Procedural Law
Department, Madrid, Spain

Mr Jörg JESSE, Director General, Prison and Probation Administration, Acts of Clemency, Ministry of
Justice, Mecklenburg - Western Pomerania, Puschkinstr. 19/21, D-19055 Schwerin

Mr Iwan WALTENBURG, Special Tribunal for Lebanon, Dokter van der Stamstraat 1, 2265 BC,
Leidschendam, The Netherlands

Ms Anna WERGENS, Lawyer, Crime Victim compensation and support authorities,
Brottsoffermyndigheten, Box 470, 901 09 UMEÅ, Sweden

Mr Christian ÅHLUND, Chair of the European Commission against Racism and Intolerance / Président de la
Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)

* * * * *

**OBSERVERS WITH THE COUNCIL OF EUROPE /
OBSERVATEURS AUPRES DU CONSEIL DE L'EUROPE**

HOLY SEE / SAINT-SIÈGE

Maître Jean PAILLLOT, 7 rue Brûlée, 67000 Strasbourg

MEXICO / MEXIQUE

M. Santiago OÑATE LABORDE, Observateur Permanent du Mexique auprès du Conseil de l'Europe,
Mission Permanente du Mexique auprès du Conseil de l'Europe / Permanent Mission of Mexico to the
Council of Europe, 5, Boulevard du Président Edwards, 67000 Strasbourg

**OBSERVERS WITH THE COMMITTEE /
OBSERVATEURS AUPRES DU COMITE**

M.Rafik ACHOUR, Procureur général auprès de la cour d'appel de Monastir, Boulevard Imem Mazri 5000,
Monastir – Tunisie

SECRETARIAT OF THE COUNCIL OF EUROPE /
SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Directorate General of Human Rights and Rule of Law /
Direction Générale des droits de l'Homme et Etat de Droit

Mr Jan KLEIJSEN	Director, Information Society and Action against Crime Directorate / Directeur, Direction de la Société de l'Information et de la Lutte contre la Criminalité
Mr Ivan KOEDJIKOV	Head of Action against Crime Department / Chef de la Service de la Lutte contre la Criminalité
Mr Carlo CHIAROMONTE	Head of Criminal Law Division / <u>Secretary to the CDPC</u> Chef de la Division du droit pénal / <u>Secrétaire du CDPC</u>
Ms Iliana TANEVA	Deputy Head of Criminal Law Division / Secretary to the PC-CP Chef adjoint de la Division du droit pénal / Secrétaire du PC-CP
Mr Oscar ALARCON JIMENEZ	Administrative Officer / Administrateur Co-Secretary to the CDPC / Co-secrétaire du CDPC
Mr Kristian BARTHOLIN	Administrative Officer / Administrateur Co-Secretary to the CODEXTER / Co-secrétaire du CODEXTER
Ms Anita VAN DE KAR-BACHELET	Administrative Officer / Administrateur Secretary to the PC-OC / Secrétaire du PC-OC
Mr Alexander SEGER	Executive Secretary of the Cybercrime Convention Committee (T-CY) / Secrétaire Exécutif du Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY) Head of Cybercrime Programme Office of the Council of Europe (C-PROC) / Chef du Bureau de Programme du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité (C-PROC) Head of Cybercrime Division / Chef de la Division Cybercriminalité
Mr Simona GHITA	Web and collaborative work coordinator / Coordonnatrice web et travail collaboratif
Ms Marjaliisa JÄÄSKELÄINEN	Assistant / Assistante
Ms Joanna GEBER	Assistant / Assistante

Directorate General of Democracy / Direction générale de la Démocratie

Ms Carlien SCHEELE	Gender Equality Advisor / Conseillère principale en égalité de genre
--------------------	---

Interpreters / Interprètes

Mr Grégoire DEVICTOR	
Mr Luke TILDEN	Ms Lucie DE BURLET

ANNEXE III

Comité Européen pour les Problèmes Criminels (CDPC)

73ème Session plénière

Ordre du jour

Bâtiment Agora, Salle G3, Strasbourg

28 novembre (11h00) – 1 décembre (13h00) 2017

1. Ouverture de la reunion

2. Adoption de l'ordre du jour

Projet d'ordre du jour

Ordre du jour annoté

Pour information :

Liste des décisions de la réunion du Bureau du CDPC, 2-3
Octobre 2017

Liste des décisions de la 71ème et 72ème Réunions plénières du
CDPC, 29 Novembre – 1 Décembre 2016 / 29 – 31 Mars 2017

3. Activités et priorités du CDPC pour 2018-2019

Projet de mandat pour les années 2018-2019

Résolution concernant les comités intergouvernementaux et les
organes subordonnés, leur mandats et leur méthodes de travail

4. Activités relatives au crime organisé transnational : Plan d'Action

Livre blanc (Veillez noter que ce document fait 54 pages)

Plan d'action du Conseil de l'Europe sur la lutte contre le crime
organisé transnational (2016-2020)

Révision de la Recommandation Rec(2005)9 relative à la
protection des témoins et des collaborateurs de justice

Questionnaire – Révision de la Recommandation Rec (2005)9
relative à la protection des témoins et des collaborateurs de
justice

Rapport sur l'évaluation des réponses au questionnaire: Révision
de la Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des
témoins et des collaborateurs de justice

Projet de mandat du Groupe de rédaction chargé de réviser la
Recommandation Rec(2005)9 relative à la protection des témoins
et des collaborateurs de justice

[CDPC \(2017\) 24](#)

[CDPC-BU \(2017\) 4](#)

[CDPC \(2016\) 21](#)
[CDPC \(2017\) 8](#)

[Mandat](#)

[CM/Res\(2011\)24](#)

[Livre blanc](#)

[CDPC \(2015\) 17 Fin](#)

[CDPC \(2016\) 18](#)

[CDPC \(2017\) 5 rév](#)

[CDPC \(2017\) 21 Rev](#) (en anglais
uniquement)

[CDPC \(2017\) 25](#) (en anglais
uniquement)

Les documents suivants contenus dans le point 4 sont liés aux activités du PC-OC et seront examinés sous le point 7 du PC-OC :

PC-OC Mod (2016) 05rev3 (en anglais uniquement)	Catalogue des réserves aux traités du Conseil de l'Europe relevant de la compétence du PC-OC et pertinents pour la lutte contre le crime organisé transnational (<u>Veillez noter que le document fait 135 pages</u>)
PC-OC Mod(2016)5rev3 Add	Récapitulatif des réserves aux traités du Conseil de l'Europe relevant de la compétence du PC-OC et pertinents pour la lutte contre la crime organisé transnational
PC-OC (2017)06 - extrait	Extrait de la liste des décisions de la Plénière du PC-OC (22-24 mai 2017, décision 4.b.) et du dernier PC-OC Mod (26-28 septembre 2017, décisions 4.a)
PC-OC Mod (2017)09 - extrait PC-OC(2017)08 Bil. CDPC (2017) 1 Rev (en anglais uniquement)	Projet de lettre invitant les Parties à examiner les réserves Catalogue des réseaux judiciaires internationaux de pertinence dans la lutte contre le crime organisé transnational – Rapport
PC-OC Mod (2017) 07rev (en anglais uniquement)	Préparation de la réunion pour promouvoir l'interconnexion entre les réseaux judiciaires internationaux
5. Conseil de coopération pénologique (PC-CP) – Echange de vues avec le Président, M. Vivian Geiran	
PC-CP (2017) 9	Rapports de réunion sommaires des 15e et 16e réunions du Groupe de travail du PC-CP, 10-12 avril / 20-22 septembre 2017
PC-CP (2017) 15 PC-CP (2017) 18	Rapport de réunion sommaire de la 7 ^{ème} réunion plénière du PC-CP, 6-8 Novembre 2017
Conclusions	Suivi de la 22e Conférence des directeurs des services pénitentiaires et de probation du Conseil de l'Europe
Mandat PC-CP (2017) 16	Projet de mandat pour 2018-2019 Élections
a. Justice réparatrice	
PC-CP (2017) 6 rév 6	Projet de Recommandation relative à la justice réparatrice en matière pénale
PC-CP (2017) 12 rév 3	Commentaire de la Recommandation relative à la justice réparatrice en matière pénale
b. Enfants de détenus	
PC-CP (2017) 7 rév 6 PC-CP (2017) 13 rév 5	Projet de Recommandation concernant les enfants de détenus Projet de rapport explicatif de la Recommandation concernant les enfants de détenus
c. Révision du commentaire des Règles Pénitentiaires Européennes	
PC-CP (2017) 3 rév (en anglais uniquement)	Rapport sur la mise à jour et la révision du commentaire de la Recommandation CM/Rec (2006) 2 aux Etats membres sur les Règles Pénitentiaires Européennes
PC-CP (2017) 14 (en anglais uniquement)	Commentaire révisé de la Recommandation CM/Rec (2006) 2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles Pénitentiaires Européennes et suggestions d'amendements

ultérieurs au texte de la Recommandation elle-même (Veillez noter que le document fait 65 pages)

d. Présentation de SPACE par le Prof. Marcelo Aebi

[CM\(2016\)121-add3](#)

[CDPC \(2016\) 22](#)

[CDPC \(2017\) 10](#)

6. Surpeuplement dans les prisons

Livre blanc sur le surpeuplement carcéral

Résumés exécutifs des deux réunions du sous-groupe du CDPC sur le surpeuplement carcéral, 7 décembre 2016/7 juin 2017

7. Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) – Echange de vues avec le Président, M. Erik Verbert

Liste des décisions de

la 72ème réunion plénière du PC-OC, 22-24 mai 2017

la 24ème réunion du PC-OC Mod, 26-28 septembre 2017 et

la 73ème réunion plénière du PC-OC, 20-22 novembre 2017

Ordre du jour de la 73e réunion plénière du PC-OC, 20-22 novembre 2017

Projet de mandat pour 2018-2019

[PC-OC \(2017\)06](#)

[PC-OC Mod \(2017\)09](#)

[PC-OC \(2017\)10](#) (en cours de traduction)

[Ordre du jour](#)

[Mandat](#)

8. Révision des dispositions modèles ; question des sanctions administratives

Dispositions types pour les conventions pénales du Conseil de l'Europe

Addendum au document sur les dispositions modèles - Projet d'éléments pour un rapport explicatif

[CDPC \(2017\) 14](#)

[CDPC \(2017\) 15](#)

9. Indemnisation des victimes

Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes (STE n° 116)

Document d'information

Convention du Conseil de l'Europe relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes - Analyse par Mme Anna Wergens

Questionnaire consacré à la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes du Conseil de l'Europe, STE n° 116

Réponses reçues au questionnaire (Veillez noter que le document fait 150 pages)

Résumé des réponses reçues au questionnaire (Veillez noter que le document fait 66 pages)

[Convention](#)

[CDPC \(2016\) 14](#)

[CDPC \(2016\) 20](#)

[CDPC \(2017\) 2 Rev2](#)

[CDPC \(2017\) 16](#)

[CDPC \(2017\) 20](#) (en anglais uniquement)

10. Liens entre criminalité organisée et terrorisme

Rapport sur les liens entre le terrorisme et le crime organisé transnational

Programme de la Conférence sur le terrorisme et le crime organisé

Conclusions de la Conférence

[CODEXTER \(2017\) 4](#) (en anglais uniquement)

[Programme](#)

[Conclusions](#)

11. Terrorisme

Liste des décisions de

[CODEXTER \(2017\) 5](#)
[CODEXTER \(2017\) 9](#)

[CM/Rec\(2017\)6](#)
[CM\(2017\)58-addfinal](#)

[CDPC \(2016\) 3](#)
[CDPC \(2016\) 4 rév](#)

[Programme](#)
[Conclusions](#)
[CDPC \(2017\) 26](#)

[CDPC \(2017\) 22](#)

[T-CY \(2017\)13](#)
[T-CY \(2017\)3](#)

[T-CY \(2017\)21](#)

[CRI\(2016\)15](#)

[points principaux](#)

[Stratégie du CdE pour l'égalité des genres](#)

[CDPC \(2016\) 15](#) (en anglais uniquement)

[CDPC \(2017\) 19](#) (en anglais uniquement)

[CM\(2017\)32-final](#)

[CM\(2017\)32-addfinal](#)

[Tableau](#)

la 32ème réunion plénière du CODEXTER, les 23 et 24 mai 2017 et la 33ème réunion plénière du CODEXTER, du 22 au 24 novembre 2017

Recommandation relative aux "techniques spéciales d'enquête" en relation avec des infractions graves y compris des actes de terrorisme, et son rapport explicatif

12. Trafic de migrants

Législations nationales relatives au trafic de migrants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe

Prévention et répression du trafic de migrants dans les Etats membres du Conseil de l'Europe - "Comment aller de l'avant ?"

Programme de la Conférence

Conclusions de la Conférence

Suivi de la Conférence sur le trafic de migrants

13. Élections

Mémoire concernant les élections au CDPC

14. Comité de la Convention sur la cybercriminalité (T-CY)

Rapport de réunion de la 17ème plénière du T-CY, 7 - 9 juin 2017

Mandat pour la préparation d'un projet de 2ème Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité

Rapport sommaire de la 1ère réunion du Groupe de rédaction du Protocole du T-CY, 19-20 septembre 2017

15. Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI) - Échange de vues avec le Président, M. Christian Ahlund

Recommandation de politique générale n° 15 de l'ECRI : La lutte contre le discours de haine (Veuillez noter que le document fait 71 pages)

16. Égalité de genre - Échange de vues avec Mme Carlien Scheele, Conseillère en égalité de genre au Conseil de l'Europe

Stratégie du Conseil de l'Europe pour l'égalité des genres 2014-2017

Éléments possibles à traiter pour le nouveau Rapporteur sur l'égalité entre les femmes et les hommes du CDPC

Une perspective du genre sur la falsification des produits médicaux et des crimes similaires (document conceptuel)

17. Informations fournies par le Secrétariat

a. Convention du Conseil de l'Europe sur les infractions visant des biens culturels

Convention du Conseil de l'Europe sur les infractions visant des biens culturels

Rapport explicatif

b. Médicrime

Tableau des signatures et ratifications du Traité 211

c. Trafic d'organes humains

[Communiqué de presse](#) (en anglais uniquement)

[Site internet CDPC](#)

Communiqué de presse du Parlement d'Australie

18. Divers

Communication sur le nouveau site Web du CDPC

19. Dates des prochaines réunions

- 74ème réunion plénière du CDPC: la semaine du 4 au 8 juin 2018

- 75e réunion plénière du CDPC: la semaine du 26 au 30 novembre ou du 3 au 7 décembre 2018